

LES SOCIALISTES AU SÉNAT

=

PLUS D'IMPÔTS, PLUS DE DETTE

UN MATRAQUAGE FISCAL

DES CLASSES MOYENNES ET DES PME

En obtenant la majorité au Sénat, la gauche avait prévenu qu'elle en ferait son laboratoire du programme socialiste pour 2012. Les premières « expériences » testées par les socialistes au Sénat sur le Projet de Loi de Finances (PLF) et le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) sont éloquentes : refus de baisser les dépenses, avalanches de taxes nouvelles, déconstruction des réformes votées par la majorité depuis 2007... Et la prochaine étape prévue par les sénateurs socialistes c'est de donner aux étrangers le droit de voter et d'être élu. Immaturité économique et cynisme électoral, le PS joue cartes sur table, les Français savent à quoi s'attendre si François Hollande est élu en 2012.

Les socialistes refusent le principe de réduire la dépense publique

- Dans les amendements proposés par la gauche, il n'y a aucune mesure d'économies, malgré la gravité de notre situation économique et notre niveau d'endettement.
- Pour continuer de financer toujours plus de dépenses, l'augmentation massive de la fiscalité est la seule option proposée par le PS.

En deux mois au Sénat, les socialistes ont créé près de 50 nouvelles taxes pour un montant dépassant les 30 milliards € !

- La nouvelle majorité de gauche au Sénat a créé pas moins de 30 taxes dans le PLF dont :
 - ❖ L'augmentation des droits de succession (2 Mds),
 - ❖ La suppression des exonérations d'heures supplémentaires (4,5Mds),
 - ❖ La hausse des impôts sur les entreprises, en particulier les PME, pour plus de 20 Mds.
- Dans le PLFSS la gauche a inventé 17 taxes nouvelles pour un montant de 5,2 Mds.
- Les sénateurs socialistes ne proposent rien d'autre qu'une table rase des réformes structurelles portées par la majorité : la plupart des taxes proposées sont en réalité des annulations de ce qui a été fait au cours des 5 dernières années comme la suppression de l'exonération des heures supplémentaires... Le PS montre son visage de parti de la, contre-réforme et du retour en arrière. Un projet politique ne peut se limiter à la déconstruction des réformes déjà votées !

Les impôts votés par la gauche visent en particulier les classes moyennes et les ménages les plus modestes

Deux exemples emblématiques :

- La suppression des exonérations fiscale et sociale pour les heures supplémentaires.

C'est une ineptie économique et sociale qui coûterait 3,2 Mds aux salariés :

- ❖ **Cette mesure permet aux salariés qui travaillent plus de gagner plus. Elle bénéficie à 9 millions de salariés qui gagnent 1500 euros en moyenne et perçoivent ainsi 450 euros de plus par an.**

- ❖ **Ce sont des salariés modestes.** Concrètement, c'est une aide-soignante hospitalière qui prend une garde de plus ou un enseignant qui travaille quelques heures de plus par mois.
- ❖ Par cette mesure, la gauche dit à 9 millions de Français : **pour lutter contre la crise, nous devons tous travailler moins ! C'est une folie économique alors que nous travaillons déjà moins et moins longtemps que nos concurrents européens, ce qui fragilise la compétitivité de notre pays.** Les Français n'en finissent pas de payer cette logique du travailler moins pour gagner moins érigée en dogme depuis les années Mitterrand (retraite à 60 ans, 35 heures).

Le rétablissement des droits de successions pour les classes moyennes

- Par idéologie, la gauche est revenue sur l'exonération des droits sur les successions votée en 2007. Or, c'est grâce à cette loi que **95% des successions sont désormais exonérées de droits. Ces mesures concernaient les Français des classes moyennes au patrimoine modeste.** Revenir dessus, c'est les pénaliser et, en zone urbaine tendue, c'est **ne pas tenir compte du renchérissement de l'immobilier.**
- **L'UMP, a contrario de la gauche, souhaite permettre à une génération de tenter de vivre un peu mieux que la précédente ;** car cette exonération permet aux classes moyennes qui ont travaillé toute une vie de transmettre à leurs enfants le fruit de leur travail et de permettre à ces enfants issus des classes moyennes de démarrer dans la vie avec un peu plus de soutien que ne le connurent leurs parents.

Le PS augmente les taxes sur les entreprises et menace l'emploi.

- La gauche propose **une augmentation d'environ 20Mds de prélèvements sur les entreprises. Cela équivaut à une augmentation de 50% du montant de l'impôt sur les entreprises.**
- **Un coup de matraque fiscal qui peut avoir des répercussions directes sur l'emploi.** Augmenter la pression fiscale sur une PME en période de crise, c'est prendre le risque de la fragiliser, de retarder ses investissements, d'empêcher des embauches...

**Plus qu'en laboratoire pour 2012, le PS a transformé le Sénat
en machine à taxer les Français
sans aucune logique économique et sociale.**

**Résultat, dette et chômage
seraient au rendez-vous si les socialistes remportaient
les élections présidentielles et législatives.**